



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la reconstruction du
centre départemental enfance familles à Saint-Sébastien-sur-Loire**

N° du CCAP : G181JC

Département de Loire-Atlantique

Direction patrimoine immobilier
Service modernisation du patrimoine bâti
3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES

Tél : 02 40 99 10 00

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - <u>Objet du contrat</u>	3
1.2 - <u>Décomposition du contrat</u>	3
1.3 - <u>Réalisation de prestations similaires</u>	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Intervenants.....	4
3.1 - Conduite d'opération	4
3.2 - Contrôle technique.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	4
3.4 – Suivi des clauses d’insertion sociale dans les marchés de travaux	7
4 - Missions.....	7
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 - Durée du contrat	9
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - <u>Forfait de rémunération</u>	9
6.3 - Modalités de variation des prix	9
7 - Avance.....	10
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
8 - Modalités de règlement des comptes	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	10
<u>Contenu de la demande de paiement</u>	12
<u>Solde</u>	13
8.2 - Pourcentage de rémunération par élément	13
8.3 - Présentation des demandes de paiement	14
8.4 - Délai global de paiement	14
8.5 - Paiement des cotraitants	15
8.6 - Paiement des sous-traitants	15
9 - Engagement du maître d'œuvre.....	15
9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	15
9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux.....	16
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	17
10.1 - Présentation des livrables.....	17
10.2 - Émission des ordres de services	18
10.3 – Désignation des sous-traitants en cours de marché de travaux.....	18
10.4 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	18
10.5 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	Erreur ! Signet non défini.
10.6 - Instruction des mémoires en réclamation	20
10.7 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
10.8 - Achèvement de la mission	20
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	20
12 - Pénalités.....	21
12.1 - Pénalités de retard.....	21
12.2 - Autres pénalités spécifiques	22
13 - Assurances.....	22
14 - Résiliation du contrat.....	23
14.1 - Conditions de résiliation.....	23
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
15 - Règlement des litiges et langues	23
16 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour la reconstruction du centre départemental enfance familles à Saint-Sébastien-sur-Loire

L'assemblée départementale a approuvé le principe de reconstruction sur site du centre départemental enfance familles (CDEF) à Saint-Sébastien-sur-Loire (44). Le CDEF assure une mission d'accueil d'urgence pour les enfants placés suite à une décision judiciaire. Le projet de reconstruction comprend entre autres des bâtiments administratifs, des locaux d'hébergement permettant l'accueil d'une quarantaine d'enfants de 0 à 16 ans, des ateliers de mobilisation et de maintenance, un pôle de santé et une cuisine.

Cette opération complexe comprend des phases de déconstruction et de reconstruction.
L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en construction neuve.

La sobriété architecturale et technique sera privilégiée, et une réflexion sera menée en termes de modularité des bâtiments avec des possibilités d'aménagement ou d'extension en cas d'accueil renforcé.

Le futur CDEF occupera, avec les aménagements extérieurs et les équipements d'activités éducatives et sportives, une surface de 12 000 m² du site actuel.

La part de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de 10 700 000 € HT (valeur juin 2016) dont 9 500 000 € HT pour les travaux de reconstruction et 1 200 000 € HT pour la démolition et le désamiantage.

Lieu(x) d'exécution :

22 rue Robert Douineau
44230

SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure négociée à l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, notamment la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) - répartition des honoraires par élément de mission et cotraitant
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Le programme technique détaillé (PTD) et ses annexes, les plans, les diagnostics et les études géotechniques joints au dossier de consultation des concepteurs
- Les pièces écrites et graphiques de l'esquisse présentées par le candidat à l'appui de son offre modifiées le cas échéant pour tenir compte des observations formulées par le jury
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études)

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement. Les missions suivantes lui seront dévolues :

LP	solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
LE	solidité des existants
SEI	sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
SH	sécurité incendie des personnes dans les bâtiments d'habitation
PS	sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Ph	isolation acoustique des bâtiments
Th	isolation thermique et économies d'énergie
Hand + att	accessibilité et adaptation des constructions pour les personnes handicapées, y compris établissement de l'attestation de conformité du bâtiment vis-à-vis de la réglementation
Hysa	Hygiène et santé dans les bâtiments
Av	Stabilité des constructions avoisinantes

Missions spécifiques :

- Constat du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées
- Vérification initiale des installations électriques après aménagement
- Assistance année de Garantie de Parfait Achèvement
- Assistance au maître d'ouvrage pour la conformité thermique du bâtiment (dont l'étanchéité à l'air).

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte (à ses frais), de l'ensemble des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

• Principes généraux

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, e, f et h du II de l'article L 230-2 du Code du Travail.

- **Autorité du Coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

- **Moyens donnés au coordonnateur SPS.**

- ♦ Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur S.P.S a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

- ♦ Obligations du maître d'œuvre

Les modalités de coopération avec le coordonnateur sécurité investi par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

La mission du coordonnateur s'effectuera en étroite collaboration avec les autres intervenants dans les conditions suivantes :

- A/ Phase conception

- ♦ À chaque phase de l'étude, le dossier correspondant (études préliminaires, avant-projet, dossiers de consultation des entreprises) sera adressé par le maître d'œuvre au coordonnateur qui formulera un avis et lui communiquera, en retour, ses observations.
 - ♦ En particulier, le coordonnateur s'assurera :
 - de la cohérence des différents dossiers d'études avec le PGC en cours d'élaboration.
 - de la conformité des dossiers de consultation des entreprises pour ce qui concerne les clauses relevant des dispositions du Code du Travail.
 - ♦ Le Plan Général de Coordination et le projet de règlement du CISSCT, s'il y en a un, établis par le coordonnateur seront remis au maître d'œuvre aux fins d'intégration aux dossiers de consultation des entreprises.
 - ♦ Le maître d'œuvre fournira au coordonnateur, sur simple demande de ce dernier, toute information ou tout document utile à sa mission.
 - ♦ Des réunions de synthèse entre le coordonnateur et le maître d'œuvre interviendront en tant que de besoin, notamment avant remise à l'approbation du maître d'ouvrage de l'avant-projet et des dossiers de consultation des entreprises.
 - ♦ Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.
 - ♦ Le coordonnateur consignera dans le registre journal, les éléments et résultats de cette coopération avec le maître d'œuvre.

- B/ Phase réalisation

- ♦ S'agissant de la réalisation, le maître d'œuvre communiquera au coordonnateur :
 - le(s) nom(s) et coordonnées du/des chefs(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier.
 - au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats.
 - la liste tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
 - tous les documents d'exécution des ouvrages.
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves.
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
 - la copie des déclarations d'accidents de travail.
 - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier.
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- ◆ Le maître d'œuvre s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.
 - ◆ Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.
 - ◆ Le maître d'œuvre prend toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur SPS :
 - de toutes les réunions organisées par lui ou le responsable de l'ordonnancement – coordination - pilotage du chantier (OPC) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
 - de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.
 - ◆ Le maître d'œuvre prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux d'études, bureau de contrôle technique, etc...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par lui en vue de leurs intégrations dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Il est précisé que ces mesures sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS.
 - par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).
 - tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), notamment :
 - ◆ Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'il est établi.
 - ◆ Le maître d'œuvre informe le coordonnateur des réunions qu'il organise, auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée, participera à sa convenance aux réunions de chantier où une plage horaire sera consacrée à son intervention :
 - le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
 - démarrage des travaux.
 - ◆ Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- **Non-respect des obligations du maître d'œuvre**

- ♦ En cas de non réponse du maître d'œuvre aux observations ou aux demandes du coordonnateur, le maître d'œuvre, après un délai de 10 jours, resté sans réponse se verra appliquer une pénalité de 150 euros net par jour calendaire de retard calculé sur le montant de son marché.

3.4 – Suivi des clauses d'insertion sociale dans les marchés de travaux

Le maître d'œuvre intégrera, tant en phase conception que réalisation, une démarche d'insertion sociale dans les marchés de travaux.

De ce fait, le maître d'œuvre devra, en collaboration avec le chargé de mission insertion dans les marchés publics au Département de Loire-Atlantique ci-après désigné :

Monsieur Thierry QUINIOU
 Direction générale solidarité - Direction solidarité insertion
 Service insertion emploi
 Hôtel du Département
 3, quai Ceineray
 CS 94 109
 44041 NANTES Cedex 1
 Tel. : 02.51.17.21.14

Déterminer les lots concernés par ces clauses et établir une estimation du nombre d'heures consacrées à la mise en œuvre de celles-ci.

4 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le détail des missions est le suivant :

Éléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
ESQ	Études d'esquisse
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif comprenant les études de simulation thermique dynamique (STD) et de facteur lumière jour (FLJ)
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DQO	Détail quantitatif des ouvrages
SYN	Études de synthèse

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
SSI	Sécurité système incendie

Le contenu de chaque élément est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

Le détail des rendus attendus pour chaque phase de la mission figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) détaillant la mission de conception.

La mission comprend les études et prestations suivantes (APD) :

- Fourniture d'une étude sur la simulation thermique dynamique (STD)
- Fourniture d'une étude présentant les résultats de consommation énergétique et une simulation du facteur lumière jour (FLJ)
- Fourniture d'une étude de modélisation acoustique appliquée aux espaces sensibles
- Étude comparative sur le choix du système de chauffage avec les résultats en termes de consommation énergétique.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend également :

- l'ensemble des tâches que le CCAG de marchés publics des travaux impute à la maîtrise d'œuvre,
- et plus généralement les obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira, notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :
 - ♦ des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main-d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin,
 - ♦ de la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,
 - ♦ des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des personnes affectées aux travaux, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, les recommandations de la CRAM ainsi que les avis des coordonnateurs de sécurité de l'obligation de viser le registre journal de la coordination et de répondre aux observations du coordonnateur de sécurité,
 - ♦ du respect des droits des tiers à l'opération,
 - ♦ du conseil au maître d'ouvrage en cas de contentieux avec les intervenants à l'acte de construire.
- les dispositions à prendre pour maintenir la sécurité de la circulation des personnes et des biens dans l'enceinte de l'établissement,
- la participation aux travaux du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et Conditions de Travail - CISSCT (s'il y en a un),
- en cas d'entreprise défaillante en cours de travaux se référer à l'article 9.2 "Coût de réalisation des travaux".

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé.

Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-projet définitif).

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat. La durée prévisionnelle du contrat est de 52 mois dont 12 mois de garantie de parfait achèvement.

Les délais de chaque mission sont fixés à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le délai de remise des livrables est indiqué à l'article 10.1 du présent document..

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération pour la totalité des phases est calculé sur la base suivante :

- forfait provisoire de rémunération pour la phase n°2 de construction du CDEF (montant prévisionnel des travaux estimé à 9 500 000 € HT (valeur octobre 2016))
- forfait définitif de rémunération pour les phases n°1 et n°3 de déconstruction-désamiantage (montant prévisionnel des travaux estimé à 1 200 000 € HT (valeur octobre 2016))

Le forfait de rémunération de la **phase 2** est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération *devient définitif* pour la phase 2 lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 04/2017 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(n-5) / ING_0)$
--

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- lo : valeur de l'index de référence au mois zéro.

- In -5 : valeur de l'index de référence au mois « n » - 5 mois.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de validation des prestations par le maître d'ouvrage.

L'index de référence I, publié sur le site internet du Moniteur des travaux publics ou sur le site internet de l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectuera en une seule fois, lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra ou dépassera 80,00 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, **aux sous-traitants bénéficiaires** du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de la phase étude, antérieurs à l'élément Avant-Projet Définitif seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

L'établissement de l'acompte relatif à l'élément esquisse (ESQ), après déduction de la prime versée au titre du concours, est effectué après que le marché ait été notifié au maître d'œuvre et que l'élément ait été réceptionné.

Les prestations incluses dans les éléments suivants ESQ, APS, APD et PRO font l'objet d'un règlement précisé dans cet article.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
ESQ	A la validation technique du dossier	100 %
APS	A la validation technique du dossier	100%
APD	A la validation technique du dossier	80%
	À l'approbation de la Commission permanente	20%
PRO	A la validation technique du dossier	100%
ACT	À la remise du DCE	60%
	Après la mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage des offres	40%
VISA	sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'œuvre	50%
	sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires	50%
DET	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début	85%
	À la date de l'accusé de réception, par l du projet de décompte général et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises	15%
AOR	À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception	20%
	A la remise du dossier des ouvrages exécutés	40%
	À l'achèvement des levées de réserves	20%
	À la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage (articles 44.1 et 44.2 du CCAG-Travaux)	20%

OPC	A la présentation du dossier PRO	10%
	Après la mise aux points des marchés	5%
	Au démarrage des travaux après notification du calendrier aux entreprises	10%
	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, égaux, calculés d'après la durée du chantier.	60%
	À l'issue des opérations préalables à la réception à la plus tardive des dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception - à la remise du DOE - à l'achèvement des levées de réserves 	10%
	À la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage (articles 44.1 et 44.2 du CCAG-Travaux)	5%

Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du maître d'œuvre, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

a) Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché;
- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 13 du présent C.C.A.P.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

La demande de paiement est envoyée au maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui est remise contre récépissé dûment daté.

b) Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre peut être sollicité afin de reprendre la demande de paiement conformément au calcul du maître de l'ouvrage.

Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues ci-dessus, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 10 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

8.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Si le présent contrat est soumis à une procédure de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

9 - Engagement du maître d'œuvre

9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement :

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux qui est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 2.0 %
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés

de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 30 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 14 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2.0 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5.0 %

Cependant, conformément à l'article 30-II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15.0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

10.1 - Présentation des livrables

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle ces documents lui seront présentés.

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
ESQ	Mise au point de l'esquisse	6 semaines	4 exemplaires papier + 2 CD-ROM
APS	Avant-projet sommaire	10 semaines	6 exemplaires papier + 2 CD-ROM
APD	Avant-projet définitif	10 semaines	6 exemplaires papier + 2 CD-ROM
PC	Permis de construire	4 semaines	8 exemplaires papier + 2 CD-ROM
PRO	Études de projet	6 semaines	4 exemplaires papier + 2 CD-ROM
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	4 exemplaires papier + 2 CD-ROM
D0E	Dossier des ouvrages exécutés	8 semaines	3 exemplaires papier + 2 CD-ROM
DL	Dossier Loi sur l'eau	6 semaines	6 exemplaires papier + + 2 CD-ROM

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
ESQ	Mise au point de l'esquisse	2 semaines
APS	Avant-projet sommaire	3 semaines
APD	Avant-projet définitif	4 semaines

PC	Permis de construire	4 semaines
PRO	Études de projet	3 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	3 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du CCAG-PI.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

10.2 - Émission des ordres de services

Émission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur (copie au maître de l'ouvrage) dans **un délai de 3 jours** dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 500,00 € (entre la date où l'ordre de service aurait dû être livré et celle où l'a réellement été).

Cependant, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier le(s) ordre(s) de service suivant(s) :

- notification de la date de commencement des travaux
- notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- La modification du programme initial entraînant une modification du projet

10.3 – Désignation des sous-traitants en cours de marché de travaux

Le titulaire du marché de travaux peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'autorité compétente l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Département ou adresse par voie postale, l'ensemble des éléments suivants, avec copie au maître d'œuvre :

- Un acte spécial (DC4) mentionnant expressément le numéro du marché concerné et la nature des prestations sous-traitées de la DPGF pour laquelle le sous-traitant est missionné, ce document doit être daté, tamponné et signé en original par le titulaire et le sous-traitant.

- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, complétée de :

- . Les capacités professionnelles et financières, à jour, du sous-traitant ;
- . Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Le maître d'œuvre dispose d'un **délai de 5 jours** ouvrés, à réception du dossier du sous-traitant de l'entreprise, pour en vérifier les capacités professionnelles et techniques. Tout dossier complet et/ou incomplet doit être signalé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans ce même délai. Le mode de télétransmission reste à l'appréciation du maître d'œuvre : courriel ou télécopie. À défaut, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité de retard.

La notification de l'acte spécial de sous-traitance par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché de travaux vaut agrément et acceptation des conditions de paiement et l'autorise à intervenir sur le chantier. Une copie est adressée pour information au CSPS, au CT et au maître d'œuvre.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents mentionnés ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Le maître d'œuvre, le CT et le CSPS sont informés de cette acceptation tacite le cas échéant.

10.4 – Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article 6 du CCAG-Prestations Intellectuelles, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Le maître d'ouvrage **envisage** la mise en œuvre d'un dispositif de protection et de contrôle des accès du chantier. En conséquence, le maître d'œuvre pourra prévoir des dispositions permettant la sécurisation du chantier et la mise en place d'une procédure de contrôle des accès et ne permettre que l'entrée des travailleurs pour lesquels la situation sociale a été validée (régularité de l'emploi pour les salariés français - pour les salariés étrangers : autorisations de travail, pointage sur les déclarations de détachement).

10.5 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, le décompte général.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

10.6 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 30 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

10.7 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

10.8 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie au chapitre 5 du CCAG-PI.

En application de ce dernier article, l'étendue des droits cédés, concernant l'exploitation de l'œuvre se rapportant au présent marché est la suivante :

Droit de diffusion :

interne - Directions et service du Conseil départemental de Loire-Atlantique
externe - aux entreprises de travaux et aux tiers au présent contrat ou non

Droit de représentation : communication de l'œuvre au public notamment lors de foire, exposition, colloque, etc.

Droit de reproduction : sur tous supports connus ou inconnus à ce jour sur tout ou partie de l'œuvre

Droit d'adaptation : sur tout ou partie de l'œuvre

La durée des droits : durée légale des droits (70 ans)

Lieu d'exploitation des droits : national et européen

Destination des droits : pour toute affaire se rapportant au collège concerné

Pour les prestations sous-traitées, le titulaire devra inclure dans son contrat avec son sous-traitant, l'ensemble des clauses concernant les droits de propriété intellectuelle tels qu'ils sont contenus dans le présent contrat.

S'il apparaît en cours d'exécution du contrat ou ultérieurement que le titulaire a cédé des droits dont il n'était pas propriétaire, il s'expose à la sanction suivante : retenue provisoire et/ou réfaction du prix et/ou suspension du délai de paiement, selon l'appréciation discrétionnaire du Département de Loire-Atlantique.

De plus, appel en garantie à 100 % dû par le titulaire au profit du Département de Loire-Atlantique en cas de litige avec le véritable propriétaire des droits d'exploitation.

Ainsi, **par dérogation à l'article B.25-3 du CCAG-PI**, la garantie n'est pas limitée au montant du marché, mais couvre le préjudice subi.

Aucun avenant ne peut être passé sur le fondement d'un changement d'option, même partiel, du contrat.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés à l'article 10.1 du présent CCAP.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ESQ : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché,
- APS/APD/PRO/DCE : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- DOE : date de réception des travaux.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
ESQ	150,00 €
APS	150,00 €
APD	200,00 €
Permis de construire	150,00 €
PRO	150,00 €
DCE	200,00 €
ACT	150,00 €

En cas de retard dans la livraison du ou des rapports d'analyse comprenant l'analyse multicritères et classement des offres des entreprises à compter de la date d'ouverture des plis (mission ACT), le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150,00 €.

En cas de retard dans les obligations du maître d'œuvre dans la mission DET : non-respect des délais réglementaires ou fixés par le maître d'ouvrage (ordres de service, courriers), le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150,00 €.

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes **mensuels** fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 200,00 €.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte **final** fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 500,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 50,00 €.

Par dérogation au CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

12.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Instruction d'une demande de sous-traitance	Journalière	200,00 €	
Absence de déclaration au maître d'ouvrage d'un sous-traitant	Journalière	2 000,00 €	Dans le cas où le titulaire du présent marché a eu connaissance d'une sous-traitance qui n'a pas fait l'objet d'une demande d'admission par le titulaire du marché de travaux.
Procès-verbaux de réception des travaux	Journalière	150,00 €	À compter de la réunion de la réception des travaux ou de levée de réserves, le maître d'œuvre dispose de 15 jours pour leur rédaction et leur envoi au maître d'ouvrage en bonne et due forme.
Absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	500,00 €	
Absence aux réunions de maîtrise d'ouvrage ou à la commission d'appel d'offres	Forfaitaire	500,00 €	

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

Cependant, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, **et par dérogation à l'article 33 du CCAG PI**, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige dans l'exécution du contrat non résolu bilatéralement, le Comité de règlement amiable prévu à l'article 142 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, siégeant à la Préfecture de Loire-Atlantique, peut être consulté

Faute de solution acceptée par les parties, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles

- L'article 11 du CCAP déroge à l'article B 25-3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 33 du CCGA Prestations Intellectuelles